



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/46/792
17 décembre 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-sixième session
Point 104 de l'ordre du jour

RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS VERIFIES ET RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. Mahmoud BARIMANI (République islamique d'Iran)

I. INTRODUCTION

1. A sa 3e séance plénière, le 20 septembre 1991, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa quarante-sixième session et de renvoyer à la Cinquième Commission la question intitulée :

"Rapports financiers et états financiers vérifiés et rapports du Comité des commissaires aux comptes :

- a) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
- b) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;
- c) Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés."

2. A ses 3e, 4e, 5e, 7e, 8e, 22e, 41e et 44e séances, les 4, 8, 10, 11 et 14 octobre, 5 et 25 novembre et 3 décembre 1991, la Cinquième Commission a examiné les rapports financiers et les états financiers vérifiés de l'exercice terminé le 31 décembre 1990 concernant l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient 1/,

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-sixième session, Supplément No 5 C (A/46/5/Add.3).

l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche 2/ et les contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés 3/, les rapports intérimaires du Comité des commissaires aux comptes pour la première année de l'exercice biennal 1990-1991 concernant le Programme des Nations Unies pour le développement 4/, le Fonds des Nations Unies pour la population 5/, du Centre du commerce international 6/, les rapports et opinions connexes du Comité des commissaires aux comptes, le résumé concis des principales constatations, conclusions et recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes quant aux mesures correctives à prendre 7/ et le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires 8/.

3. La Commission était également saisie d'un rapport du Secrétaire général sur la question des engagements non réglés (A/46/404) et du rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/46/601).

4. Les observations et commentaires faits au cours de l'examen de ce point et les réponses aux questions posées sont consignées dans les comptes rendus analytiques de la Cinquième Commission (A/C.5/46/SR.3, 4, 5, 7, 8, 22, 41 et 44).

II. EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION A/C.5/46/L.3

5. A la 39e séance, le 21 novembre, le Vice-Président de la Commission a, à l'issue de consultations officieuses, présenté un projet de résolution (A/C.5/46/L.3).

6. Pour l'examen du projet de résolution, la Commission était saisie d'un état des incidences du projet sur le budget-programme (A/C.5/46/48).

7. A la 44e séance, le 3 décembre, le Président a informé la Commission qu'à l'issue d'un nouvel examen du projet de résolution, il avait été convenu de supprimer le deuxième alinéa du préambule et le paragraphe 3 du projet de

2/ Ibid., Supplément No 5 D (A/46/5/Add.4).

3/ Ibid., Supplément No 5 E (A/46/5/Add.5).

4/ A/46/5/Add.1

5/ A/46/5/Add.7.

6/ A/46/5.

7/ A/46/298.

8/ A/46/510.

résolution A/C.5/46/L.3 et d'en insérer le texte exact dans le projet de résolution dont la Commission était saisie au titre du point 111 de l'ordre du jour : Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique. Le Président a déclaré en outre que, dans la mesure où l'état des incidences sur le budget-programme publié sous la cote A/C.5/46/48 ne concernait que la question que la Commission avait décidé d'examiner au titre du point 111, la Commission entendrait le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le document A/C.5/46/48 lorsqu'elle examinerait le point 111.

8. A la même séance, la Commission a adopté, sans le mettre aux voix, le projet de résolution A/C.5/46/L.3 tel qu'il avait été modifié oralement (voir par. 10).

9. Les représentants de l'Allemagne, de la Belgique et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont la pris la parole pour expliquer leur position.

III. RECOMMANDATION DE LA CINQUIEME COMMISSION

10. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

Rapports financiers et états financiers vérifiés et rapports du Comité des commissaires aux comptes

L'Assemblée générale,

Ayant examiné les rapports financiers et les états financiers vérifiés de l'exercice terminé le 31 décembre 1990 concernant l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient 9/, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche 10/ et les contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés 11/ les rapports intérimaires du Comité des commissaires aux comptes pour la première année de l'exercice biennal 1990-1991 concernant le Programme des Nations Unies pour le développement 12/,

9/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-sixième session, Supplément No 5 C (A/46/5/Add.3).

10/ Ibid., Supplément No 5 D (A/46/5/Add.4).

11/ Ibid., Supplément No 5 E (A/46/5/Add.5).

12/ A/46/5/Add.1.

le Fonds des Nations Unies pour la population 13/ et le Centre du commerce international 14/, les rapports et opinions du Comité des commissaires aux comptes, le résumé concis des principales constatations, conclusions et recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes quant aux mesures correctives à prendre 15/ et le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires 16/,

Constatant les progrès réalisés dans l'application de sa résolution 45/235 du 21 décembre 1990,

Notant avec satisfaction les mesures prises par les chefs de secrétariat et les organes directeurs des organismes et programmes des Nations Unies pour que les rapports de vérification soient examinés avec toute l'attention voulue,

Considérant les opinions exprimées par les délégations, par le Comité des commissaires aux comptes, par le Comité consultatif et par les représentants des organismes et programmes des Nations Unies au cours des débats de la Cinquième Commission sur cette question, et le fait que de nombreux participants se sont déclarés favorables à des mesures visant à améliorer l'efficacité, la gestion, la reddition des comptes et le contrôle budgétaire dans les organismes et programmes des Nations Unies intéressés,

1. Accepte les rapports financiers et les états financiers vérifiés ainsi que les opinions et les rapports du Comité des commissaires aux comptes concernant les organismes susmentionnés;

2. Fait siennes toutes les recommandations et observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et approuve toutes celles du Comité des commissaires aux comptes auxquelles le Comité consultatif a souscrit, sous réserve des dispositions de la présente résolution, compte tenu des opinions exprimées par les Etats Membres à la Cinquième Commission;

3. Prie le Comité des commissaires aux comptes et le Comité consultatif de continuer à revoir, dans le cadre de la vérification des comptes des organismes et programmes, y compris des opérations de maintien de la paix, l'efficacité et l'efficacité des procédures et contrôles financiers, le système comptable et les domaines connexes de l'administration et de la gestion, conformément à l'article 12.5 du règlement financier de

13/ A/46/5/Add.7.

14/ A/46/5.

15/ A/46/298.

16/ A/46/510.

l'Organisation, et de recommander les mesures à prendre, le cas échéant, pour renforcer le contrôle financier et le contrôle de la gestion et pour normaliser la présentation des rapports financiers des organismes;

4. Recommande que tous les futurs rapports du Comité des commissaires aux comptes continuent d'inclure des sections distinctes contenant un résumé des recommandations concernant les mesures correctives à prendre par les organismes et programmes des Nations Unies intéressés, avec indication de leur urgence relative;

5. Prie le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des organisations de lui présenter, à sa quarante-septième session, un calendrier d'application des mesures correctives à prendre comme suite aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes mentionnées au paragraphe 5;

6. Encourage le Comité des commissaires aux comptes à élargir la portée de ses vérifications en application du paragraphe 13 de la résolution 44/183 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1989, et du paragraphe 23 de sa résolution 45/235;

7. Invite le Comité des commissaires aux comptes à continuer de présenter par l'intermédiaire du Comité consultatif, pour les organismes des Nations Unies dont il vérifie les comptes tous les deux ans, un rapport spécial portant sur la première année de l'exercice biennal lorsqu'il juge que certaines questions méritent d'être portées à l'attention des organes directeurs concernés ou de l'Assemblée générale;

8. Prie le Comité des commissaires aux comptes de procéder régulièrement à la vérification de toutes les dépenses financées par des fonds extrabudgétaires, notamment les divers fonds d'affectation spéciale gérés par le Secrétaire général ou les chefs de secrétariat d'organismes ou de programmes des Nations Unies;

9. Invite les organes directeurs des organismes et programmes pour lesquels elle a examiné des états financiers vérifiés ou des rapports intérimaires à faire en sorte que les rapports du Comité des commissaires aux comptes et du Comité consultatif, ainsi que les observations faites à leur sujet à la Cinquième Commission, reçoivent toute l'attention voulue, afin que soient prises les mesures correctives requises;

10. Prend note avec satisfaction de l'examen de la situation de trésorerie des organismes des Nations Unies par le Comité des commissaires aux comptes, qu'elle prie de procéder à un nouvel examen, en ayant à l'esprit la nécessité de normaliser la présentation des informations;

11. Recommande que le Comité des commissaires aux comptes continue de lui présenter un document concis récapitulant ses principales constatations, conclusions et recommandations d'intérêt commun, classées par domaine de vérification et, le cas échéant, identifiant l'organisme visé;

12. Prie instamment le Programme des Nations Unies pour le développement et les organismes des Nations Unies désignés comme agents d'exécution du Programme de conclure rapidement des accords de base types entre le Programme et les agents d'exécution et de veiller à ce que ces accords, y compris ceux qui existent déjà, prévoient l'obligation de justifier dûment l'emploi des fonds du Programme;

13. Se déclare préoccupée par les réserves dont le Comité des commissaires aux comptes continue d'assortir ses opinions sur les états financiers du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour la population;

14. Prie le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement de demander aux chefs de secrétariat du Programme et du Fonds des Nations Unies pour la population :

a) De redoubler d'efforts pour corriger ou améliorer les conditions qui ont suscité les réserves dont le Comité des commissaires aux comptes a assorti ses opinions;

b) De publier et d'appliquer des directives complètes et précises qui permettent de faire nettement la distinction entre les dépenses relatives aux programmes, les dépenses d'appui aux programmes et les dépenses d'administration;

15. Prie l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement de prendre les mesures requises pour améliorer la gestion budgétaire et assurer l'achèvement en temps utile des projets exécutés par le Bureau des services d'appui aux projets et de lui en rendre compte à sa quarante-septième session, par l'intermédiaire du Conseil d'administration du Programme;

16. Fait siennes les recommandations du Comité des commissaires aux comptes et du Comité consultatif concernant le système administratif du Centre du commerce international, prie le Secrétaire général et le Directeur exécutif du Centre de convenir d'arrangements administratifs adéquats d'ici la fin de 1991, et prie le Secrétaire général de lui en rendre compte à sa quarante-septième session;

17. Prie instamment le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des organismes et programmes des Nations Unies :

a) De lui présenter à sa quarante-septième session, par l'intermédiaire de leurs organes directeurs respectifs, des rapports intérimaires détaillés sur les mesures qui auront été prises pour appliquer les recommandations antérieures du Comité des commissaires aux comptes et les recommandations correspondantes du Comité consultatif, en donnant des explications au cas où il n'aurait pas encore été donné suite à certaines de ces recommandations, et demande au Comité des commissaires aux comptes et au Comité consultatif d'évaluer l'efficacité de ces mesures et de lui présenter un rapport à ce sujet lors de sa quarante-septième session;

b) De lui rendre compte à sa quarante-septième session, par l'intermédiaire de leurs organes directeurs respectifs, de l'application de mesures efficaces visant à faciliter la communication d'informations par les fonctionnaires, à titre strictement confidentiel, en cas de mauvais usage des ressources d'un organisme ou programme des Nations Unies;

c) D'assurer le strict contrôle des stocks de biens durables;

d) D'instituer sans délai des contrôles plus efficaces pour toutes les indemnités et prestations versées aux fonctionnaires et de lui rendre compte à sa quarante-septième session des progrès réalisés en la matière, par l'intermédiaire de leurs organes directeurs respectifs;

18. Appelle l'attention du Secrétaire général et des chefs de secrétariat des organismes et programmes des Nations Unies sur le paragraphe 3 de l'annexe au règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, concernant la communication de renseignements considérés comme confidentiels;

19. Réaffirme qu'il importe de respecter strictement le règlement financier et les règles de gestion financière en ce qui concerne les engagements non réglés;

20. Prie le Secrétaire général de lui présenter à sa quarante-septième session, compte tenu de son expérience de l'application du nouveau processus budgétaire et en ayant à l'esprit les vues exprimées par les délégations et les observations et recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes 17/ et le Comité consultatif 18/, ainsi que les problèmes sur lesquels il a appelé l'attention dans son rapport 19/, en particulier au paragraphe 12, un rapport sur la façon de comptabiliser en fin d'exercice les obligations correspondant à des dépenses d'équipement et les obligations pluriannuelles;

21. Sait gré au Secrétaire général des mesures qu'il a prises pour éliminer les abus en ce qui concerne le remboursement de l'impôt sur le revenu, le prie de poursuivre ses efforts en vue de recouvrer le solde des montants excessifs remboursés à ce titre et de lui en rendre compte à sa quarante-septième session, et prie les chefs de secrétariat des autres organisations et programmes de faire de même;

17/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session, Supplément No 5 (A/45/5, par. 63 à 67).

18/ A/46/601.

19/ A/46/404.

22. Prie le Comité des commissaires aux comptes de vérifier régulièrement les comptes des diverses missions de maintien de la paix et missions spéciales;

23. Prie les chefs de secrétariat des organismes et programmes des Nations Unies de veiller à ce que les dépenses n'excèdent pas le montant des crédits alloués, conformément aux règles de gestion financière.
